



EXPERIENCE DE DJIBOUTI DANS LA COHERENCE DES POLITIQUES

CLIMATE WEEK

Dubaï, 30 Mars 2022

1. CONTEXTE NATIONAL

- Djibouti se situe à l'entrée de la mer Rouge sur la corne de l'Afrique
- Capitale : Djibouti
- Superficie: 23 200 km²
- Population (2009): 818 159 hab
- Longueur de côte: 372 km
- 60% de la population vit dans la capitale
- Répartition du PIB (Primaire :3,2%, Secondaire :19,2% , Tertiaire : 77,6%)
- Climat de type semi-aride, désertique,
- Pluviométrie faible (150mm/an)
- Ressources en eau limitées (stress hydrique)
- Pays composé essentiellement des régions volcaniques et montagneuses
- Lac Assal et lac Abbé sont en dessous du niveau de la mer
- Biodiversité importante
- Potentielle géothermique importante



2. Profil des Risques

La République de Djibouti de par sa position géographique est confrontée à différents **aléas naturels** :

- Inondation
- La sécheresse
- Les Séismes
- Le Volcanisme

Parmi ces **aléas naturels**, ceux qui sont de cause hydrométéorologique (**inondations**) et géodynamique (**séismes**) sont à l'origine de la plupart des catastrophes à Djibouti



les aléas les plus fréquents et les plus destructeurs étant les sécheresses, les inondations et les tremblements de terre.

Le pays connaît depuis 2007 une sécheresse sans précédent qui selon le Ministère de l'Intérieur, a gravement affecté plus de 120 000 personnes dans les zones rurales, soit 50 % de la population rurale, et 15 % de la population totale.

L'étude sur l'évaluation des pertes et dommage (PDNA) suite à cette sécheresse réalisé en 2011 avec le concours de la banque mondiale a montré que l'impact économique est estimé pour les dommages à 9 162,7 milliards de FDJ (soit 51,77 millions de US\$) et pour les pertes à 27 891,70 milliards de FDJ (soit 157,58 millions de US\$).

L'étude de la plateforme PAIR(plateforme d'analyse intégrale du risque) sur l'analyse et l'évaluation des risques liées aux inondations et aux tremblement de terre à démontré que les répercussions humaines et économiques majeures pourrait être estimées respectivement à plus de 1000 décès et 7% du PIB et plus de 3000 décès et 3 fois le PIB pour les scénarios les plus dramatiques.

3. Facteurs de Vulnérabilités

Le degré de risque auquel un pays ou une population est exposé quand il est confronté aux effets d'un phénomène violent, naturel ou du fait de l'homme, dépend principalement de deux facteurs : le risque et la vulnérabilité de la population exposée.

- La pauvreté
- Le changement climatique
- La croissance démographique et l'urbanisation rapide.
- L'insécurité alimentaire
- La dégradation de l'environnement.
- Les infrastructures.
- L'éducation et l'information.

4. Défis environnementaux

Djibouti fait face à 5 types de défis environnementaux

1. Les ressources en eau → *en manque cruel et sous la pression de l'intrusion saline*
2. La désertification → *en progression rapide en raison des sécheresses récurrentes*
3. L'environnement urbain → *insalubre et où l'occupation du sol se pose avec acuité*
4. L'environnement marin → *Les récifs coralliens et mangroves sont dans un état de dégradation avancé*
5. Les désastres et aléas naturels → *avec la sismicité Djibouti est sous la menace constante des inondations et des sécheresses*

5. Mécanisme institutionnelle proposé pour la Gestion des Risques de Catastrophe



Comité interministériel GRC

- Présidé par le PM et composé des représentants des Ministères sectoriels
- Faire le choix des grandes orientations en matière de GRC
- donner l'impulsion et l'organisation d'un cadre de concertation et de dialogue pour faire aboutir les mesures stratégiques transversales



SEGRC

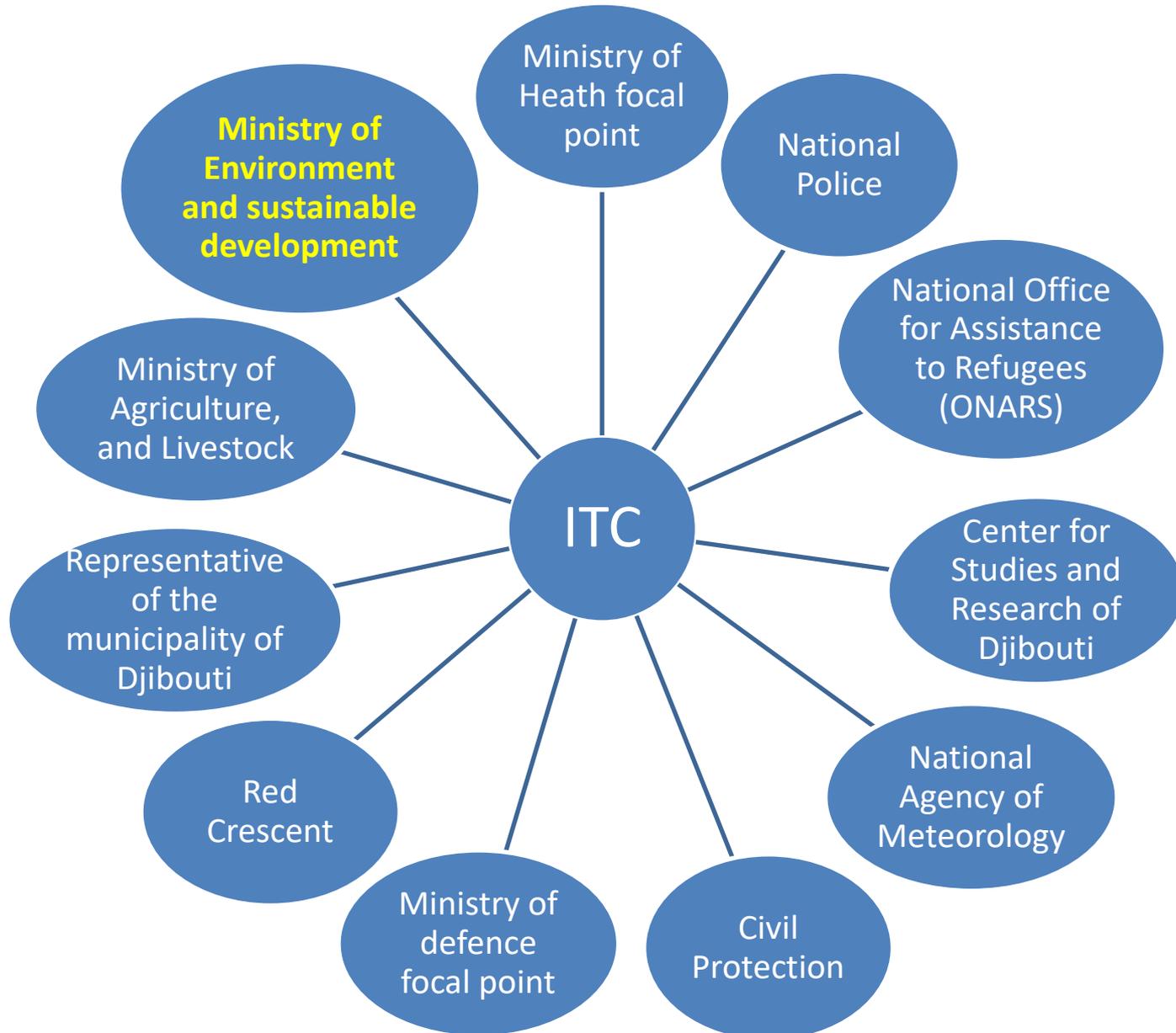
- Le SEGRC est le point focal permanent pour la coordination des programmes et activités touchant à la prévention, la préparation, la réaction et à la reconstruction et dont la fonction principale est d'appuyer le CIGRC



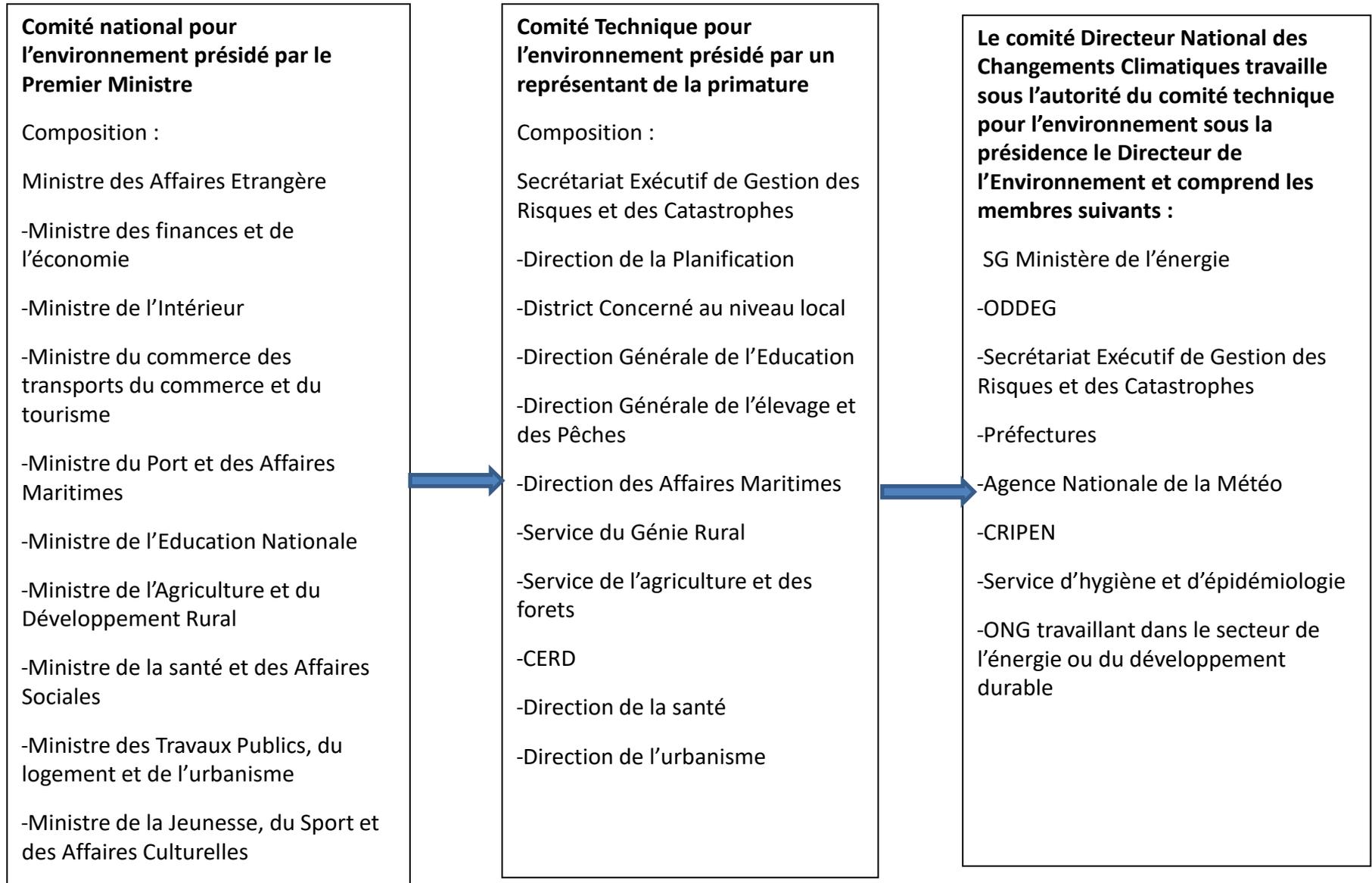
Comités Régionaux de GRC

- Les Comités Régionaux de Gestion des Risques et des Catastrophes ont pour fonction de servir d'autorité principale pour l'orientation politique et la coordination globale de la stratégie régionale de Gestion des Risques et des Catastrophes

Inter-sectoral Technical Committee (ITC) (DRR National Platform)



6. Arrangements Institutionnels pour l'Adaptation au Changement Climatique



7. Gestion globale des risques : la marche à suivre pour atteindre la cohérence

Les accords mondiaux de 2030 reconnaissent spécifiquement l'opportunité unique d'améliorer la cohérence entre les politiques, les institutions, les objectifs, les indicateurs et les systèmes de mesure pour la mise en œuvre et cherchent à assurer des liens crédibles, le cas échéant, entre ces processus. Ils appellent en outre à la cohérence dans l'élaboration, le renforcement et la mise en œuvre des politiques, plans, pratiques et mécanismes pertinents.

Au sein des pays, un certain nombre de processus politiques ont été établis au titre de ces programmes mondiaux, élaborant des engagements, stratégies et plans individuels pour atteindre les objectifs qui y sont énoncés. Cela englobe des stratégies visant à atteindre les ODD ; des plans nationaux d'adaptation (PNA) et des contributions déterminées au niveau national (CDN) au titre de l'Accord de Paris ; et des stratégies de RRC au titre du Cadre de Sendai. Ceux-ci représentent des processus politiques nationaux clés qui peuvent faire progresser le développement résilient face aux changements climatiques en facilitant la prise en compte systématique des changements climatiques dans la prise de décision

7.1 Liens entre les programmes mondiaux

	Programme de développement durable à l'horizon 2030	Accord de Paris	Cadre de Sendai pour la RRC
Objet	Programme mondial d'action en vue du développement durable, comprenant 17 Objectifs de développement durable (ODD) et des cibles connexes	Accord entre les Parties à la CCNUCC ^a relatif à la réponse mondiale aux changements climatiques, y compris l'atténuation et l'adaptation	Cadre mondial pour orienter la gestion selon une stratégie multirisque des risques de catastrophe dans le développement à tous les niveaux, ainsi que dans et entre les secteurs
Calendrier	2015–2030	Adopté en 2015 et entré en vigueur en novembre 2016 ; la phase de mise en œuvre démarrera théoriquement en 2020, mais l'Accord insiste également sur le besoin d'action en amont de 2020	2015–2030
Objectifs liés au développement résilient face aux changements climatiques	L'action climatique est visée par l'Objectif 13 (ODD 13), qui a pour but de lutter contre les changements climatiques et leurs effets néfastes, notamment en renforçant la résilience et la capacité d'adaptation face aux risques liés aux changements climatiques et en intégrant des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, stratégies et plans nationaux. En outre, d'autres objectifs abordent des secteurs sensibles au climat tels que l'eau, l'agriculture, les villes et les océans.	L'Accord de Paris vise entre autres à « renforcer les capacités d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques et à promouvoir la résilience à ces changements » (Article 2) et plus particulièrement « à renforcer les capacités d'adaptation, à accroître la résilience aux changements climatiques et à réduire la vulnérabilité à ces changements , en vue de contribuer au développement durable » (Article 7)	L'objectif général est d' « écarter les nouveaux risques de catastrophe et réduire les risques existants en prenant des mesures... qui permettent d'éviter l'exposition aux aléas ou de réduire la vulnérabilité aux catastrophes , améliorent la préparation à l'intervention et aux activités de relèvement, et renforcent ainsi la résilience » ^b (p. 12).
Source(s)	United Nations, 2015	UNFCCC, 2015a, 2015b, 2018a	United Nations Office for Disaster Risk Reduction, 2015b

7.2 Les 5 dimensions de la cohérence

Dimension	Définition
Stratégique	Examine si la RRC et l'ACC sont explicitement abordées ensemble ou s'il existe un objectif visant à renforcer la relation et les liens entre les deux domaines.
Conceptuelle	Examine comment les pays établissent des liens entre la RRC et l'ACC sur le plan conceptuel, en particulier par le biais des concepts de risque et de résilience.
Institutionnelle	Examine s'il existe une volonté de promouvoir la coordination entre les institutions de RRC et d'ACC et les dispositions institutionnelles mises en place pour favoriser cette coordination.
Opérationnelle	Examine les mesures, actions et activités qui réunissent la RRC et l'ACC et dans quelle mesure la planification est considérée comme intersectorielle.
Financière	Étudie si et comment les stratégies de financement et les investissements associent la RRC et l'ACC.

Source: UNDRR (2020)

8. Expérience de Djibouti dans la cohérence des politiques

A Djibouti, tous les documents de planification (Stratégie de RRC, Stratégie sur les changements climatiques, Vision 2035 (Document cadre pour le développement national à l'horizon 2035) abordent ou font référence aux risques climatiques. La Stratégie nationale de réduction des risques de catastrophe (SNRRC) et la Stratégie sur les changements climatiques traitent également des risques biologiques.

La stratégie nationale de gestion des risques de catastrophe en cours de réactualisation avec l'appui du bureau de l'UNDRR sera aligné au cadre de Sendai et à la stratégie national sur le changement climatique.

Le lien entre la Gestion des Risques de Catastrophe et la SNCC est également mentionné et traité dans la SNCC.

8.1 Extrait de la SNCC

- 4.3.3 Liens avec d'autres stratégies sectorielles

*Djibouti s'est engagé depuis 20 ans dans des multiples stratégies et plans sectoriels concernés par les changements climatiques. Ces programmations ont été mises en œuvre successivement de manière décalée dans le temps. Ces stratégies sont à coordonner et actualiser. Elles bénéficieront du cadre qu'offrira la STRATÉGIE NATIONALE POUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES qui par son caractère multisectoriel et transversal impose une concertation et une coordination, une anticipation accrues, périodiquement révisées. Plusieurs autres organes nationaux travailleront en lien étroits et définiront les besoins face aux effets extrêmes de changement climatiques : **Le Comité technique Intersectoriel de la Gestion des Risques et Catastrophes et son secrétariat exécutif**, les organes opérant une surveillance de l'environnement tels que le Centre d'Etude et de Recherche de Djibouti (CERD), l'Agence Nationale de la Météorologie, les services des Ministères en charges des ressources en eau, de la santé publique.*

source: Ministère de l'environnement et du développement durable

8.2 PANORAMA DES POLITIQUES ET STRATÉGIES DE RRC ET D'ACC A DJIBOUTI

	RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE	ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE
INSTITUTIONS		
INSTITUTIONS RESPONSABLES	SEGRC / Ministère de l'Intérieur	DEDD / Ministère de l'environnement et du développement durable
MÉCANISMES DE COORDINATION	Platform multisectorielle nationale pour la GRC	Comité National Directeur des changements climatiques (CNDCC)
CADRE LEGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE		
CADRES LÉGAUX ET RÉGLEMENTAIRES	<ul style="list-style-type: none"> Loi sur la Politique nationale de GRC Décret portant mise en place d'un cadre institutionnel pour la GRC Décret portant attributions de l'ANPC (2018) 	<ul style="list-style-type: none"> Loi sur les changements climatiques (2018) Décret portant mise en place du CNDCC
POINTS COMMUNS	<p>La loi sur les changements climatiques fournit un cadre général pour l'ACC et la RRC sans établir de distinction notable entre les deux pratiques.</p> <p><u>Domaines couverts par la RRC et l'ACC</u> : amélioration de la connaissance des risques, renforcement des capacités, sensibilisation, systèmes d'alerte précoce (SAP).</p>	
POLITIQUES ET STRATÉGIES		
CADRES NATIONAUX	Stratégie nationale de RRC (en cours de réactualisation)	Stratégie nationale des Changements climatiques
POINTS COMMUNS	<p><u>Domaines couverts par la SNCC</u> : Résilientes des ville face aux effets des risques climatiques, Assurer un accès à l'eau pour tous et sa disponibilité.</p> <p><u>Secteurs</u> : un accent particulier est mis sur l'agriculture, et les infrastructures.</p>	
OBSERVATIONS ET POINTS D'AMÉLIORATION	.La SNCC ne met pas l'accent sur la prévention et la préparation aux désastres ,	

8.3 Résultats de l'analyse de la cohérence des politiques de RRC et d'ACC A Djibouti

Le tableau ci-dessous démontre le niveau d'intégration des stratégies RRC et ACC . Toutefois l'analyse n'a porté que sur la stratégie Nationale sur le Changement climatique. La SNRRC est en cours de réactualisation

Dimensions	Stratégique	Conceptuelle	Institutionnelle	Opérationnelle
Djibouti vision 2035	●	● ●	●	●
SNGRC				
SNCC	●	● ●	●	● ●

Dans l'ensemble, l'intégration des pratiques de RRC et d'ACC dans les politiques reste à un niveau faible. Nous tablons sur la mise à jour de Stratégie nationale de RRC pour atteindre des niveaux de cohérence plus élevés, notamment en termes de cohérence institutionnelle et opérationnelle . Cependant, des améliorations sont encore possibles au niveau stratégique pour renforcer les liens entre les deux domaines.

EXPERIENCE DE DJIBOUTI DANS LA COHERENCE DES POLITIQUES

Pour plus d'information, vous pouvez
contacter

M. Radwan Aden

radwan-aden@hotmail.fr